



## CTL du 13 JANVIER 2014

A l'appel de la CGT, un rassemblement a été organisé devant le site de la direction à MELUN (Avenue Thiers) » à 9h30.

Une trentaine d'agents, venus pour beaucoup de MEAUX mais aussi de MELUN, ROISSY, NEMOURS, SENART, ont tenu à manifester leurs mécontentements suite à l'annonce de ces 39 suppressions d'emploi.

La presse était présente (le Parisien).

Ce rassemblement s'est poursuivi dans la salle où devait se tenir le CTL (1ère convocation) devant entériner les 39 suppressions d'emploi.

Après avoir écouté la déclaration de la CGT, voir en annexe, le Directeur s'est cantonné à ses réponses habituelles : « les 39 suppressions s'imposent à nous » !!...

Cela ne change rien sur le fond. D'ailleurs, le Directeur l'a reconnu en précisant : « 39 suppressions ce sera difficile.. » « nous avons tenté de préserver les trésoreries de proximité ».

Le Directeur a réaffirmé qu'aucune mission ne sera abandonnée.

Tout est dans « l'organisation des services », tâche qui incombe à nos chefs de service !

« Nous avons bien fait de développer la simplification et la dématérialisation. Si nous ne nous étions pas modernisés, nous n'existerions plus ! » « D'ailleurs la Poste est un bon exemple » en la matière !...

***La CGT FINANCES PUBLIQUES 77 a tenu à rappeler que nous n'étions pas contre la modernisation « nous ne sommes plus à l'âge du burin et du marbre », mais contre les suppressions de poste !!***

Pour la Poste, nous avons rappelé qu'elle a été privatisée, ce qu'a refusé d'admettre le directeur, que des suicides et tentatives de suicides d'agents, dus aux pressions dans le travail, se sont produits encore récemment. .

Nous avons aussi rappelé :

- qu'aujourd'hui, malgré la modernisation et les simplifications administratives à l'égard des usagers, ces mêmes usagers veulent du personnel derrière les guichets, les accueils, pour répondre au téléphone ou bien, par exemple, à les aider faire leur déclaration par internet
- que la simplification a engendré plusieurs canaux de communication , et que le personnel n'est pas suffisant pour faire l'ensemble des tâches qui lui incombent.

**Nous lui avons demandé ce qu'il compte faire au regard des conditions de travail des agents, pour ceux qui arrivent au travail la « boule au ventre »...**

Réponse du Directeur« Il n'y a pas de pressions statistiques, ni d'objectifs, ni d'indicateurs , mais nous suivons l'activité nous sommes obligés de suivre l'activité des services »

***Le directeur est resté sourd à nos arguments notamment les créations de postes à hauteur des besoins dans les services : 300 agents manquant en Seine et Marne !***

Face aux réponses du Directeur, la CGT FINANCES PUBLIQUES 77 et les collègues présents à cette mobilisation, ont souligné la nécessité, à l'avenir, de se mobiliser encore plus nombreux, notamment pendant la campagne IR !



## DECLARATION LIMINAIRE

*Monsieur le Président,*

*Ce CTL, que vous avez convoqué, doit traiter des 39 suppressions d'emplois en Seine et Marne pour 2014.*

*Ces suppressions d'emplois sont la déclinaison des **1988** suppressions d'emplois commanditées par la Direction Générale.*

*Nous en contestons le fondement comme le raisonnement, sans parler du mode de calcul. Avant de rentrer dans le détail des suppressions d'emploi depuis 2004, nous tenons à vous dire que nous sommes opposés à ces suppressions d'emploi comme à toutes les suppressions d'emploi.*

*Nous vous remettrons notre analyse des documents préparatoires du CTR du 5 Décembre 2013 et ceux du présent CTL, mais doré et déjà nous pouvons vous dire que la Direction Générale aurait pu économiser **100 suppressions d'emploi**, ce qui aurait certainement eu des conséquences bénéfiques en Seine et Marne.*

*Pour en revenir aux documents nationaux, la région Ile de France va perdre 351 emplois en 2014 !*

### **C'est énorme !**

*Les arguments, ou plutôt les prétextes, annoncés ne sont pas fondés.*

*En effet, le prélèvement national de 50 postes d'inspecteurs dans les directions départementales et régionales au nom du contrôle fiscal suffirait à peine pour la seule Seine et Marne afin que la fraude et l'évasion fiscale évaluées à 130 milliards d'euros, soient endiguées.*

*Ce ne sont pas 50 postes d'inspecteurs qu'il faudrait mais 5000 !*

*De plus, Si la Direction Générale voulait vraiment agir contre la fraude fiscale, il faudrait des créations pures !*

*Pour l'accueil, notre raisonnement est le même.*

*Comment se satisfaire de 5 emplois pour toute la Seine et Marne, alors que c'est le nombre d'emplois supplémentaires qu'il faudrait par site, soit 60 emplois supplémentaires pour la seule Seine et Marne au titre de l'accueil !*

*Dans ce triste florilège, la Seine et Marne détient le record, puisque hormis la Direction Régionale de Paris, la DDFIP de Seine et Marne est la direction qui contribue le plus à ces suppressions d'emploi, à croire que, contrairement à vos affirmations des années précédentes, vous n'avez pas plaidé la cause de vos services auprès de la Direction Générale.*

*Cette année, les conséquences en seront catastrophiques tant les services sont exsangues et les agents à bout, ils n'exercent plus leurs missions correctement, les conditions de travail se dégradent toujours plus, augmentant la souffrance au travail. Nous vous rappelons d'ailleurs à chaque CTL cette triste réalité, et nous demandons des audiences afin d'évoquer avec vous, notamment les directeurs du Pôle Pilotage Ressources, le cas d'agents qui souffrent au travail. Ces demandes sont en nombre croissant au fil des mois.*

***Il y a une contradiction majeure : Vous êtes vigilant aux conditions de travail des agents, dites-vous : mais comment peut-on se préoccuper des conditions de travail des agents lorsque***

**vous acceptez 39 suppressions d'emplois ? On vous le rappelle : Depuis 2004 ce ne sont pas moins de 350 emplois qui ont disparu en Seine et Marne !  
Pour mémoire 29 en 2013, 38 en 2012, 54 en 2011, 31 en 2010...**

**Tous les services sont en sous effectifs.**

**Un récent sondage que nous avons effectué auprès des agents fait ressortir qu'il manque dans chaque service un minimum de 3 agents, soit près de 300 agents manquants pour toute la DDFIP de Seine et Marne.**

**Et cela pose inévitablement la question de l'exercice des missions.**

**Au dernier CTL du 7 Janvier 2014 vous nous avez affirmé qu'il n'était pas question d'abandonner les missions.**

**Nous souhaiterions que les agents ici présents l'entendent de votre bouche tant leurs inquiétudes sont grandes.**

**D'ailleurs comment ne pas être inquiets quand il est exigé des agents, par exemple, qu'ils n'envoient plus les propositions de rectifications aux usagers en courrier recommandé avec AR, alors que le CODE GENERAL DES IMPOTS lui-même l'exige ?**

**Monsieur le directeur, aucun agent en Seine et Marne ne veut se trouver en situation d'illégalité, ni de faute professionnelle.**

**Ces 350 suppressions d'emploi sont bien évidemment à rapprocher des 300 manquant évalués par les agents eux-mêmes.**

**Nous vous remettons, ce jour, les pétitions des agents réclamant l'arrêt des suppressions d'emploi.**

**Nous exigeons, la CGT FINANCES PUBLIQUES 77 et les agents de Seine et Marne :**

- un arrêt immédiat des suppressions d'emplois**
- des créations de postes à la hauteur des besoins**
- le maintien de nos missions et de toutes les implantations afin de garantir un service public de qualité, au plus près des usagers.**

**Nous ne siégerons pas à cette séance du CTL pour vous signifier que par les suppressions d'emplois, ce sont les missions que nous devons accomplir qui sont remises en cause, c'est le service public au plus près de l'utilisateur que l'on supprime, ce sont nos conditions de travail qui se dégradent toujours plus.**

**LES SUPPRESSIONS D'EMPLOI NE SERONT JAMAIS  
NI SUPPORTABLES, NI ABSORBABLES !!!**



*Hervé LE DALLIC  
Secrétaire Départemental*